

Arrêté n° PCICP2025261-0001

Arrêté préfectoral complémentaire portant reconnaissance de la conformité des fronts de taille au regard des exigences de stabilité, et portant levée de la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral n° PCICP2023326-0003 du 22 novembre 2023, pour la carrière exploitée par la société DOSSOT FRÈRES située sur le territoire de la commune de CHERVEY

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1 à L. 517-2 et R. 512-1 et suivants ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux prescriptions générales applicables aux carrières soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013002-0002 du 2 janvier 2013 autorisant l'exploitation de la carrière par la société DOSSOT FRÈRES sur le territoire de la commune de CHERVEY ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023307-0001 du 3 novembre 2023, modifiant l'arrêté préfectoral n° 2013002-0002 du 2 janvier 2013 autorisant l'exploitation de la carrière par la société DOSSOT FRÈRES sur le territoire de la commune de CHERVEY ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2023326-0003 du 22 novembre 2023 pris à l'encontre de la société DOSSOT FRÈRES ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la délibération du conseil municipal de CHERVEY en date du 8 décembre 2021 autorisant l'entreprise DOSSOT FRÈRES à aménager le chemin rural dit de Val Buzin et à créer un accès sur la parcelle cadastrée E1484 ;

VU le procès-verbal de bornage établi à la suite du débat contradictoire entre les parties le 22 mars 2022 par le géomètre-expert M. Samuel GUICHARD, précisant notamment les limites de la parcelle communale E 1484, support du chemin d'accès à la carrière ;

VU le rapport de visite et les propositions de l'inspection des installations classées du 8 juillet 2025 ;

VU le courrier recommandé adressé le 10 juillet 2025 avec accusé de réception du 15 juillet 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société DOSSOT FRÈRES et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 2013002-0002 du 2 janvier 2013 susvisé, autorisant l'exploitation de la carrière de CHERVEY par la société DOSSOT FRÈRES, limitait la hauteur des fronts de taille à 5 mètres, afin de garantir la stabilité des parois et la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que cette prescription a fait l'objet d'une mise en demeure par l'arrêté préfectoral n° PCICP2023326-0003 du 22 novembre 2023 susvisé, en raison de constats de non-conformité, plusieurs fronts de taille excédant alors cette hauteur maximale sans justification technique ni sécuritaire suffisante ;

CONSIDÉRANT que, depuis la mise en demeure par arrêté préfectoral n° PCICP2023326-0003 du 22 novembre 2023, l'exploitant a engagé des travaux de mise en conformité, notamment par le rabaissement de plusieurs fronts de taille excédant la limite de 5 mètres, et que l'inspection des installations classées du 23 mai 2025 a permis de constater que ces travaux ont été effectivement réalisés sur une partie des fronts concernés ;

CONSIDÉRANT que certaines zones de la carrière présentent encore des fronts de taille dont la hauteur atteint ponctuellement 15 mètres, mais que ces fronts ne présentent ni surplomb dangereux ni instabilité manifeste ;

CONSIDÉRANT que les profils observés respectent une pente inférieure ou égale à 45°, en conformité avec l'article 11 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 applicable aux carrières ;

CONSIDÉRANT que ces conditions sont compatibles avec les exigences de sécurité fixées par l'article 11 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, applicable à l'ensemble des carrières, et qu'elles garantissent un niveau de sécurité satisfaisant pour les travailleurs, les riverains et les usagers du site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a précisé que l'activité est de nature saisonnière, concentrée sur une période courte d'environ un mois et demi chaque automne ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a annoncé que la fin d'exploitation est envisagée d'ici 4 à 5 ans, ce qui limite encore les risques dans la durée ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, la limite stricte de 5 mètres, imposée localement par l'arrêté préfectoral n° 2013002-0002 du 2 janvier 2013 susvisé, n'apparaît plus justifiée au regard des conditions techniques actuelles et des normes nationales de sécurité, et qu'elle peut donc être levée ;

CONSIDÉRANT que les mesures proposées par le présent arrêté visent à adapter le cadre réglementaire à la réalité technique constatée, tout en garantissant la sécurité des personnes et des biens, conformément aux dispositions des articles L. 511-1 et L. 512-20 du code de l'environnement

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société DOSSOT FRERES, dénommée ci-après l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de CHERVEY, des activités autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013002-0002 du 2 janvier 2013 et l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023307-0001 du 3 novembre 2023 susvisés, au regard de la prescription relative à la hauteur maximale de 5 mètres des fronts de taille, imposée par l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 2013002-0002 du 2 janvier 2013, et dont le non-respect avait motivé la mise en demeure notifiée par arrêté préfectoral n° PCICP2023326-0003 du 22 novembre 2023.

ARTICLE 2 – CONSTAT DE MISE EN CONFORMITÉ

Il résulte de l'inspection des installations classées du 23 mai 2025 :

– qu'un rabaissement des fronts de taille a été effectué par l'exploitant,

- que les hauteurs résiduelles observées sont inférieures à 15 mètres,
- que les pentes sont inférieures ou égales à 45°,
- qu'aucune instabilité manifeste ni surplomb dangereux n'a été relevé.

Ces conditions sont considérées comme compatibles avec l'article 11 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 applicable aux carrières.

ARTICLE 3 – ABROGATION

L'arrêté préfectoral n° PCICP2023326-0003 du 22 novembre 2023 portant mise en demeure des installations exploitées par la société DOSSOT FRERES à CHERVEY est abrogé.

ARTICLE 4 – NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société DOSSOT FRÈRES.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CHERVEY pour y être consulté par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de CHERVEY, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de CHERVEY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **18 SEP. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Franck DORGE

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.